



## **MARCHE DE « TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION »**

### **FOURNITURE, INTEGRATION ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE POUR LES BESOINS DE L'EPF D'OCCITANIE**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Accord-cadre passé en procédure adaptée en application des articles L. 2123-1  
R.2123-1 1°, R.2162-1 à 6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

**Références : M2025/08**

# Sommaire

<b>ARTICLE 1<sup>ER</sup> OBJET – FORME ET DUREE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET .....	4
1.2 DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ.....	4
1.3 DUREE .....	4
<b>2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
2.1 DOCUMENTS PARTICULIERS .....	5
2.2 DOCUMENTS GENERAUX .....	5
<b>3. REPRESENTATION DES PARTIES.....</b>	<b>5</b>
3.1 REPRESENTANT(S) DE L'EPF :.....	5
3.2 REPRESENTANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ .....	5
<b>4. DESCRIPTIF DU POSTE 1 – HORS MAINTENANCE.....</b>	<b>5</b>
4.1 PHASE 1 : FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET PARAMETRAGE DU LOGICIEL.....	5
4.2 PHASE 2 : REPRISE DES DONNEES.....	6
4.3 PHASE 3 : FORMATION DES UTILISATEURS .....	6
4.4 PHASE 4 : MISE EN ORDRE DE MARCHÉ .....	6
4.5 PHASE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....	6
<b>5. OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....</b>	<b>6</b>
5.1 VERIFICATION D'APTITUDE (V.A) .....	6
5.2 VERIFICATION DE SERVICE REGULIER (V.S.R).....	7
5.3 DECISIONS APRES VERIFICATIONS.....	8
5.3.1 <i>Ajournement</i> .....	8
5.3.2 <i>Admission avec réfaction</i> .....	8
5.3.3 <i>Rejet</i> .....	8
<b>6. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET ASSISTANCE .....</b>	<b>8</b>
6.1 MAINTENANCE PREVENTIVE, CORRECTIVE ET EVOLUTIVE DU LOGICIEL (POSTE 1) .....	8
6.2 ASSISTANCE .....	9
6.2.1 <i>Délais d'intervention par typologie d'anomalies et dysfonctionnements</i> .....	9
<input type="checkbox"/> <i>Anomalies et dysfonctionnement bloquants</i> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<input type="checkbox"/> <i>Anomalies et dysfonctionnement non bloquants</i> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<input type="checkbox"/> <i>Solutions alternatives</i> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
6.2.2 <i>Notification des demandes d'intervention</i> .....	9
6.3 MAINTENANCE EVOLUTIVE DU LOGICIEL (POSTE 2).....	9
6.4 DOCUMENTATION ET SUPPORTS TECHNIQUES .....	9
<b>7. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>9</b>
7.1 CONFIDENTIALITE .....	9
7.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	10
<b>8. REVERSIBILITE ET TRANSFERABILITE.....</b>	<b>10</b>
<b>9. GARANTIE .....</b>	<b>11</b>
<b>10. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>11</b>
10.1 NATURE DES PRIX .....	11
10.2 VARIATION DES PRIX.....	11
10.3 REGLEMENT DES COMPTES.....	11
10.3.1 <i>Prestations forfaitaires</i> .....	11
10.3.2 <i>Prestations sur bons de commande</i> .....	11
10.4 PAIEMENT.....	12
10.5 INTERETS MORATOIRES .....	12
<b>11. PENALITES POUR RETARD .....</b>	<b>13</b>
11.1 GENERALITES .....	13

RETARD DANS LA LIVRAISON DU LOGICIEL .....	13
RETARD DANS LA TRANSMISSION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	13
NON-RESPECT DE LA DATE DE DEMARRAGE DE LA VA .....	13
NON-RESPECT DE LA DATE DE DEMARRAGE DE LA VSR.....	13
NON-RESPECT DU DELAI DE CORRECTION DES DYSFONCTIONNEMENTS SIGNALES DANS LE CADRE DE LA VA ET DE LA VSR LA DATE DE DEMARRAGE DE LA VSR.....	13
<b>12. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>14</b>
<b>13. GARANTIE DE JOUISSANCE PAISIBLE .....</b>	<b>14</b>
<b>14. RESILIATION - MESURES COERCITIVES.....</b>	<b>14</b>
<b>15. ASSURANCES .....</b>	<b>14</b>
<b>16. ATTRIBUTION DE COMPETENCE .....</b>	<b>14</b>
<b>17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>15</b>

### 1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'intégration d'une solution logicielle de gestion financière et comptable ainsi que la réalisation de prestations associées : paramétrage, reprise des données, formation, maintenance corrective et évolutive...

L'objectif est de disposer d'un logiciel opérationnel au 1er janvier 2026 (démarrage de la phase VSR) afin de permettre à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie de répondre à ses obligations légales et réglementaires en matière de gestion financière et comptable.

La description du cadre juridique régissant l'établissement ainsi que le détail de ses besoins et de son environnement figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 Décomposition et forme du marché

Les prestations sont décomposées en 3 postes définis comme suit :

#### **Poste 1 – Prestations forfaitaires de fourniture, installation du logiciel et formation comportant :**

- La préparation de la solution par l'éditeur/intégrateur en lien avec l'établissement ;
- L'arbitrage sur la réalisation d'éventuels développements spécifiques ;
- Le Paramétrage ;
- La reprise des données vivantes et intégration des données de base ;
- La formations des utilisateurs référents : les premiers utilisateurs de l'outil devront être formés par le titulaire pour être opérationnels pour la période de vérification d'aptitude.
- La fourniture des manuels d'utilisation.

#### **Poste 2 : Prestation forfaitaire de maintenance applicative et assistance des utilisateurs**

La maintenance applicative comprend la maintenance corrective, l'assistance téléphonique et la télémaintenance.

#### **Poste 3 – Prestations complémentaires sur bons de commande comportant notamment :**

- La fourniture de licences complémentaires ;
- La reprise de données supplémentaires,
- La réalisation de développements spécifiques
- Des modifications de paramétrage
- Des formations supplémentaires.

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande passé en application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique sans indication de montant minimum et dans la limite d'un montant maximum de commande, tous postes confondus, **de 210 000 € HT.**

### 1.3 Durée

L'accord cadre est conclu pour une durée courant à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026.

Sauf décision contraire du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché au plus tard un mois avant son échéance, le marché pourra être reconduit pour une période annuelle courant du 1er janvier au 31 décembre 2027.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Aucune indemnité ne lui est due en cas de non-reconduction.

## 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

### 2.1 Documents particuliers

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, le présent marché est constitué des pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe relative à la protection des données personnelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du prestataire ;

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces particulières du marché, ce sont les indications de la pièce portant le numéro d'ordre le moins élevé qui ont priorité.

### 2.2 Documents généraux

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021).

## 3. REPRESENTATION DES PARTIES

---

### 3.1 Représentant(s) de l'EPF :

Madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, est la représentante légale du pouvoir Adjudicateur.

Monsieur Arnaud Devletian, directeur administratif, financier et des systèmes d'information, est pour l'exécution du présent marché, le correspondant du prestataire à qui ce dernier remettra les livrables pour procéder aux opérations de vérification et de constatation de l'exécution des prestations dans les conditions fixées par le chapitre 5 du CCAG-TIC, sous réserve des dérogations stipulées dans les articles ci-après.

### 3.2 Représentant le titulaire du marché

Un chef de projet sera désigné pour toute la durée du marché et assurera à ce titre la responsabilité de son exécution. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'EPF et de ses représentants. Le remplacement du chef de projet sera soumis à approbation préalable de l'EPF par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC.

## 4. DESCRIPTIF DU POSTE 1

---

Une réunion de démarrage sera organisée dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification du marché afin de préciser le calendrier d'exécution du poste forfaitaire, lequel est divisé en 5 phases :

### 4.1 Phase 1 : Fourniture, livraison, installation et paramétrage du logiciel

La prestation consiste en une concession de droit d'utilisation non exclusif du logiciel avec un accès simultané illimité et comporte la remise à l'EPF d'Occitanie sis 1025 Rue Henri Becquerel - Bât. 19 Parc Club du Millénaire – 34060 Montpellier, du logiciel transcrit sur un support d'information lisible par le matériel de l'EPF **dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification du marché.**

Le prestataire assure le paramétrage du logiciel et de ses applications suivant les orientations données par l'acheteur public dès la réunion de démarrage. Des ajustements pourront être demandées après installation de l'outil, sans facturation supplémentaire de la part du prestataire.

#### 4.2 Phase 2 : Reprise des données

La reprise et la migration des données du logiciel est effectuée par le titulaire du marché sous le contrôle du directeur administratif, financier et des systèmes d'information ou de son représentant. L'accès aux données sera fourni au titulaire du marché dès l'installation du logiciel.

#### 4.3 Phase 3 : Formation des utilisateurs

Un plan de formation adapté à chaque profil d'utilisateurs est fourni par le titulaire du marché. La formation des utilisateurs est dispensée au plus tard à la date de la mise en ordre de marche.

#### 4.4 Phase 4 : Mise en ordre de marche

La mise en ordre de marche du logiciel est réalisée par le titulaire **avant le 1<sup>er</sup> septembre 2025**, par dérogation à l'article 29 du CCAG TIC. Il remet, dans ce délai, un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

#### 4.5 Phase 5 : Opérations de vérifications

Postérieurement aux opérations de mise en ordre de marche, les opérations de vérifications qualitatives s'effectuent conformément à l'article 32 du CCAG-TIC. Elles comprennent deux étapes :

- La vérification d'aptitude (V.A) ;
- La vérification de service régulier (V.S.R).

### 5. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

---

Suite à la mise en ordre de marche initial du logiciel (poste 1) et de chacune de ses applications ou évolutions (résultant du poste 2), il sera procédé aux opérations de vérification dans les conditions définies par l'article 30 du CCAG TIC.

#### 5.1 Vérification d'aptitude (V.A)

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir spécifications précisées dans le CCTP. Durant cette phase, la personne publique signale au titulaire au fur et à mesure, les anomalies correspondant à un défaut de fonctionnement.

Ces signalements seront opérés par écrit précisant la nature de l'incident, le niveau de gravité, les fonctionnalités défaillantes et toutes les informations susceptibles d'en faciliter la recherche.

Le titulaire procédera à leur correction dans les meilleurs délais, et au maximum dans un délai de **cinq jours ouvrés**, étant précisé que toutes les mesures correctives reporteront d'autant le délai global de la période de vérification d'aptitude.

**Poste 1 (Prestations forfaitaires)** : Le délai maximal imparti à l'acheteur public pour notifier sa décision **court à compter de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur jusqu'au 31 décembre 2025**, par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC.

**Poste 3 (fonctionnalités supplémentaires ou développement sur bons de commande)** : Le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de **trente jours** à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

À défaut de notification dans le délai défini, la vérification d'aptitude est réputée positive. Dès lors que la vérification d'aptitude est positive, le responsable du marché pour le compte de l'EPF procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet des livrables dans les conditions fixées par l'article 34 du CCAG TIC.

## **5.2 Vérification de service régulier (V.S.R)**

La vérification de service régulier a pour but de constater que le logiciel et les fonctionnalités fournis sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

**Poste 1 (Prestations forfaitaires)** : La régularité du service s'observe **sur une durée de trois mois à compter de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur public**.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur cette période, des indisponibilités imputables à chaque élément de la prestation ne dépasse pas 2 % du temps potentiel d'utilisation évalué à 7 h par jour.

**Poste 3 (fonctionnalités supplémentaires ou développement sur bons de commande)** : La régularité du service s'observe **sur une durée de trente jours calendaires à compter de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur public**

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur cette période, des indisponibilités imputables à chaque élément de la prestation ne dépasse pas 2 % du temps potentiel d'utilisation évalué à 7 h par jour.

À l'issue de la période de vérification de service régulier, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose de **sept jours ouvrés** pour notifier au titulaire sa décision. À défaut de notification dans le délai imparti, la vérification de service régulier est réputée positive.

Si la vérification de service régulier est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations. L'admission peut être partielle et limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée.

L'admission entraîne le transfert de propriété du logiciel et constitue la date d'effet des droits concédés (à titre non exclusif). Elle marque également le début de la période de garantie.

Si la vérification de service régulier est négative, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce soit l'ajournement des prestations, avec ouverture d'une nouvelle période de vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de même durée que celle définie ci-dessus, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

## 5.3 Décisions après vérifications

### 5.3.1 Ajournement

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations pourraient être admises moyennant certaines mises au point, pour être rendues conformes à l'usage attendu, il en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué ces mises au point.

Par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de **sept jours ouvrés**, à compter de cette notification d'ajournement, passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne publique.

En cas de refus ou de silence du titulaire dans ce délai, les prestations peuvent être admises avec réfaction ou rejetées dans les conditions fixées ci-après.

En cas d'ajournement successifs, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard en application de l'article 11 du présent marché.

### 5.3.2 Admission avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux besoins exprimés peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de **sept jours ouvrés** pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du représentant du pouvoir adjudicateur

### 5.3.3 Rejet

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent à des réserves de nature à l'empêcher de prononcer l'ajournement ou la réception avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Par dérogation à l'article 34.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire dispose alors de **dix jours ouvrés** pour présenter ses observations ; passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision de la personne publique. Lorsque des prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire, à titre d'acompte, avant admission, sont restituées au pouvoir adjudicateur.

## 6. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET ASSISTANCE (POSTE 2)

---

### 6.1 Maintenance applicative (Poste 2)

Les prestations de maintenance préventive et corrective ont pour objectif :

- D'assister le pouvoir adjudicateur dans l'utilisation du logiciel et d'assurer toutes les prestations nécessaires afin de maintenir le logiciel dans de bonnes conditions d'exploitation et de fonctionnement optimal ;
- D'assurer la correction des anomalies et dysfonctionnements signalés par les utilisateurs ;
- D'assurer la mise à jour du logiciel et les évolutions mineures de ce dernier afin d'intégrer, notamment, des évolutions législatives ou réglementaires applicables à l'établissement.



## 6.2 Assistance

Dès la mise en ordre de marche et pour toute la durée du marché, le prestataire met à la disposition de l'EPF une assistance téléphonique tous les jours ouvrés au minimum sur les horaires 9h-12h et 14h-17h.

### 6.2.1 Délais d'intervention par typologie d'anomalies et dysfonctionnements

Niveau de demande/anomalie	Délai de prise en charge maximum (GTI)	Délai maximum de réalisation
Non bloquant	48h	5 jours ouvrés
Bloquant	2h00	24h
Urgent	2h	48 h

À défaut de résolution de la panne, le prestataire s'engage à proposer une solution de contournement dans le cadre des délais maximums impartis ci-dessus, dans l'attente de la mise à disposition d'une version corrigée et de la documentation mise à jour **dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la demande d'intervention.**

### 6.2.2 Notification des demandes d'intervention

La demande d'intervention se fera par un dispositif à partir du logiciel ou via une application permettant d'en suivre l'avancement et d'assurer leur archivage.

## 6.3 Développements et évolutions sur bons de commande (poste 3)

L'EPF d'Occitanie se réserve la possibilité de demander des évolutions et adaptations du logiciel notamment en cas d'évolutions des modalités d'interventions de l'établissement, d'acquisition de logiciels métiers ou décisionnels nécessitant un interfaçage avec le SI financier et comptable.

Ces demandes feront l'objet d'un bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur après présentation d'un devis par le titulaire du marché. Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation demandée ;
- le prix d'engagement correspondant aux prix unitaires du marché forfaitisé par le prestataire lors de la demande de devis ;
- le délai d'exécution ;

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et *pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de six mois après le dernier jour de validité du marché.*

## 6.4 Documentation et supports techniques

Le prestataire fournira les documents techniques et manuels d'utilisation de l'ensemble des logiciels et développements fournis dès leur livraison. Les documents seront rédigés en langue française. La documentation sera fournie sur support numérique au format PDF et accessible depuis les interfaces du logiciel et applications.

## 7. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

### 7.1 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

## 7.2 Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et l'EPF qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du prestataire des données ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'EPF et de la CNIL ;
- Détruire les données dans un délai d'un mois, à compter de la fin du marché.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'EPF d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Pour la protection des données, le titulaire du marché ou son sous-traitant devront respecter les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-TIC et celles définies en annexe au présent CCAP.

## 8. REVERSIBILITE ET TRANSFERABILITE

---

En cas de nouveau marché, le prestataire assure la réversibilité et la transférabilité de l'externalisation des prestations objets du présent marché afin de permettre à l'EPF de reprendre sans difficulté, ou de faire reprendre par un tiers désigné, la fourniture des services concernés, et ce dans les meilleures conditions, conformément aux termes des articles 38.4 et 42 du CCAG-TIC.

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet du marché.

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

Le prestataire s'engage à fournir à l'EPF l'ensemble des informations nécessaires pour leur permettre de préparer au mieux la réversibilité, à l'exception des informations ayant un caractère confidentiel ou relevant du savoir-faire ou des méthodes du prestataire, de ses fournisseurs ou sous-traitants. Les différentes étapes de la prestation de réversibilité identifiées sont les suivantes :

- Définition du plan de réversibilité et transférabilité (calendrier d'exécution ; planning détaillé de la cessation des activités de maintenance ; méthode et moyens envisagés pour ce processus...) ;
- Initialisation de la réversibilité et transférabilité ;
- Préparation des modalités du transfert (gestion des accès, habilitations ; fournitures d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées...) ;
- Transfert ;
- Arrêt d'activité.

Le coût de la réversibilité est inclus dans le cout forfaitaire du logiciel.

## 9. GARANTIE

---

Le logiciel et fonctionnalités fournis devront faire l'objet d'une garantie. La période de garantie court à compter de la notification de la décision d'admission du logiciel au titulaire du marché (à l'issue de la VSR) jusqu'au 31 décembre 2026, par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC.

## 10. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

---

### 10.1 Nature des prix

Selon le type de prestation, les prix du marché sont soit forfaitaires, soit unitaires, conformément à la répartition opérée dans l'acte d'engagement et ses annexes.

### 10.2 Variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année puis révisables annuellement à la date d'anniversaire de la notification du marché, par référence à l'indice Syntec révisé, par application de la formule suivante :

**PR : Prix initial \* Coefficient de révision**

**Coefficient de révision = SYN (n) / SYN (o)**

Avec :

PR = Prix révisé ;

SYN (n) = Valeur de l'indice Syntec connue et publiée au moment de la révision des prix ;

SYN (o) = Valeur de l'indice Syntec de référence connue et publiée au moment de la date limite de remise des offres (Mois M0 = avril 2025).

Cet indice est consultable sur le site Syntec : <https://www.syntec.fr/>

### 10.3 Règlement des comptes

#### 10.3.1 Prestations forfaitaires

Poste 1 – donneront lieu à un paiement fractionné comme suit :

- MOM : 30 % du montant forfaitaire
- VA : 30 % du montant forfaitaire
- VSR : le solde, soit 40 % du montant forfaitaire

Les prestations de formations donneront lieu à un paiement unique après service fait.

Poste 2 : Les prestations de maintenance donneront lieu à un paiement annuel unique à terme à échoir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, soit à l'issue de la période de garantie.

#### 10.3.2 Prestations sur bons de commande (Poste 3)

- Les formations donneront lieu à un paiement unique après service fait.
- Les prestations de maintenance évolutive donneront lieu à un paiement fractionné comme suit :
  - 30 % du prix à la mise en ordre de marche ;
  - 30 % du prix après vérification d'aptitude positive ;
  - le solde, soit 40 % du prix forfaitaire, après vérification de service régulier positive.

## 10.4 Paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture, conformément aux dispositions de l'article R2392-10 et suivants du Code de la commande publique.

Les factures afférentes au marché seront établies en un original comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, raison sociale, n° Siret et adresse du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature des prestations réalisées ;
- la date ou la période de réalisation ;
- Le montant hors taxe des prestations réalisées - le cas échéant le % de remise consentie ;
- le taux et le montant de la TVA. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service ;
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de la facturation.

Les factures concernant le présent marché sont présentées conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

**<https://chorus-pro.gouv.fr/>**

**Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).**

## 10.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'attention du titulaire est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par carence à produire les pièces demandées nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale ;

- modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents...).

## 11. PENALITES POUR RETARD

### 11.1 Généralités

Les pénalités définies au présent CCAP sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Les montants des pénalités définis au présent article s'entendent hors taxes et ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché pour le poste forfaitaire et de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché (tous postes confondus).

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités applicables sont les suivantes :

Nature des prestations ou livrables	Mode de calcul	Pénalité
Retard dans la livraison du logiciel	Journalier	150 € / J
Retard dans la transmission de la documentation technique	Journalier	100 € / J
Non-respect de la date de démarrage de la VA	Journalier	100 € / J
Non-respect de la date de démarrage de la VSR	Journalier	250 € / J
Non-respect du délai de correction des dysfonctionnements signalés dans le cadre de la VA et de la VSR la date de démarrage de la VSR	Journalier	150 € / J
Non-respect du délai de GTI	Horaire	50 € / H
Non-respect du délai de GTR <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Anomalie bloquante</b></li> <li>- <b>Anomalie non bloquante</b></li> <li>- <b>Demande Urgente</b></li> </ul>	Horaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 €/H</li> <li>- 50 € H</li> <li>- 150 € HT</li> </ul>
Retard dans la présentation de solution alternative	Journalier	150 € / J

## 12. PROPRIETE INTELLECTUELLE

---

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 : UTILISATION DES RÉSULTATS (Articles 43 à 46) du CCAG-TIC.

## 13. GARANTIE DE JOUISSANCE PAISIBLE

---

Le prestataire garantit l'EPF contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété industrielle ou intellectuelle ou un acte de concurrence déloyale et/ou parasitaire auquel les prestations du prestataire en application du présent contrat porteraient atteinte.

A ce titre, le prestataire prendra à sa charge tous frais, préjudices occasionnés à l'EPF et dommages et intérêts auxquels pourrait être condamné l'EPF par une décision de justice ayant pour base la démonstration d'une contrefaçon, d'un acte de concurrence déloyale et/ou parasitaire.

## 14. RESILIATION - MESURES COERCITIVES

---

L'acheteur public peut procéder à la résiliation du présent marché dans les conditions fixées par le chapitre 8 du CCAG-TIC (Articles 47 à 54).

## 15. ASSURANCES

---

Le prestataire doit justifier dans les **quinze jours** de la notification du marché d'une assurance de responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages liés à l'exécution des prestations.

Le prestataire sera tenu à tout moment de présenter ses polices d'assurances qui préciseront les qualifications professionnelles en cours de validité et rappelleront que tous avenants, modifications ou résiliations des polices seront signalées au maître d'ouvrage préalablement à leur entrée en vigueur.

Le prestataire devra exiger de ses sous-traitants éventuels les mêmes attestations d'assurance.

## 16. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

---

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

## 17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

---

Les dérogations suivantes sont apportées aux documents généraux par le présent CCAP :

Articles CCAP	Articles CCAG TIC
2.1 Documents Particuliers	4. 1 Pièces contractuelles
3.2 Représentant du titulaire du marché	3.4.1 Représentation du titulaire
5. Opérations de vérifications	29, 30 Opérations de vérifications
5.3.1 Ajournement	34.2.1 Ajournement
5.3.2 Admission avec refaction	34.3 Refaction
5.3.3 Rejet	34.4.3 Procédure rejet
9. Garantie	36.1 Garantie
11. Pénalités de retard	14. Pénalités pour retard

### 1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées au titulaire par l'acheteur, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

### 2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.



### **Droit d'information des personnes concernées**

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

### **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [epf-occitanie@umanis.com](mailto:epf-occitanie@umanis.com).

### **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : [epf-occitanie@umanis.com](mailto:epf-occitanie@umanis.com).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### **La notification contient au moins**

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci

n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations :

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

### **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **3. Obligations de l'acheteur**

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.